



zef

Center for
Development Research
University of Bonn



ZEF

Policy Brief No. 23

Coûts, moteurs et actions contre la dégradation
des terres au Sénégal

Samba Sow, Ephraim Nkonya, Stefan Meyer,
Edward Kato et Timothy Johnson

Novembre, 2015



RÉSULTATS SAILLANTS

1. Le Sénégal est l'un des pays d'Afrique sub-saharienne qui ont connu un développement économique rapide grâce à la stabilité politique et grâce à l'application de bonnes politiques et de stratégies pro-pauvres. Le pays compte parmi les 13 pays qui ont dépassé l'objectif de la Déclaration de Maputo (Union Africaine, 2003) de consacrer 10% du budget national à l'agriculture.
2. Malgré ce résultat et d'autres réalisations, le Sénégal connaît des problèmes de dégradation des terres. Environ 13 % des terres – sur lesquelles vit 22 % de la population nationale – sont dégradées ; le coût annuel de ces dégradations s'élève à environ 944 millions de dollars US par an, soit 8 % du PIB de 2007. Le plus important facteur de dégradation des terres est le changement d'utilisation et de couverture des sols impliquant le remplacement de biomes de grande valeur par d'autres biomes de valeur moindre.
3. Il existe une justification solide et de bonnes raisons pour la restauration des terres. Les utilisateurs des terres gagnent cinq dollars US pour chaque dollar US dépensé pour la restauration des terres.
4. Mettant en évidence les obstacles à une gestion améliorée et rentable des terres, le taux d'adoption des pratiques de gestion de la fertilité des sols est faible et en corrélation inverse avec la rentabilité. Le gouvernement n'a pas investi de manière significative dans les mesures de lutte contre la dégradation des terres.
5. Les principaux facilitateurs pour l'adoption de pratiques durables de gestion des terres sont entre autres : l'accès au marché et aux services de vulgarisation, et la sécurisation de la propriété foncière. Une étude de cas sur la forêt de Dankou a également montré que la sensibilisation des communautés et leur connaissance des services écosystémiques améliorent la prévention de la dégradation des terres.
6. Le pays possède un fort potentiel pour lutter contre la dégradation des terres. Par exemple, il dispose d'un nombre élevé d'agents de vulgarisation agricole provenant de fournisseurs publics et privés. La stabilité politique et la démocratie dans le pays offrent également un environnement favorable à la lutte contre la dégradation des terres.

Introduction

Le Sénégal connaît depuis toujours une situation de paix et de stabilité politique qui a créé un environnement favorable au développement économique. L'Indice de Développement Humain du pays (IDH)¹

a augmenté de 51 %, passant de 0,32 en 1980 à 0,49 en 2013. La croissance équivalente de l'IDH pendant la même période en Afrique sub-saharienne n'était que de 37 %. Le Sénégal est aussi l'un des dix pays au monde qui ont



réalisé les plus grandes améliorations de l'environnement des affaires (Banque Mondiale 2014)². Le Sénégal compte parmi les 13 pays qui ont dépassé l'objectif de la Déclaration de Maputo de consacrer 10 % du budget national à l'agriculture – un secteur qui concerne 49,4 % des terres et emploie 81 % de la population rurale (Benin et Yu 2013 ; DPS 2004)^{3,4}. Le Sénégal a également amélioré les services ruraux de manière remarquable. Avec un total de 731 prestataires de services de vulgarisation agricole – dont 68 % étaient des privés ou affiliés à des ONGs – chaque agent de vulgarisation agricole a servi 794 ménages ruraux par rapport à 1.000 en Afrique sub-saharienne, ce qui a abouti à une plus grande quantité de services fournis aux ménages ruraux (Davis et al. 2010).⁵ De plus, 58 % des ménages ruraux mettent au maximum 15 minutes à atteindre un service de transport public – ce qui place le Sénégal en deuxième position derrière l'Afrique du Sud sur le

continent africain.

Malgré ce développement impressionnant, le Sénégal est tout de même confronté au défi de vaincre la pauvreté ; en effet, environ 47 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (PNUD 2014)⁶. Le Sénégal est également confronté à la dégradation des terres – une perte à long terme des services écosystémiques. Les récents progrès du pays en termes de développement humain fournissent une opportunité de faire face à la dégradation des terres et d'obtenir ainsi un développement durable. Ce document de politique générale apporte des preuves empiriques qui aideront le Sénégal à prendre des mesures contre la dégradation des terres.

La dégradation des terres est très répandue et coûteuse

Environ 13 % des terres du pays (où vit 22 % des 13 millions de Sénégalais) sont affectées par la dégradation – plus particulièrement, environ 20 % des prairies, qui couvrent 72 % de tout le territoire. La zone agro-écologique sub-humide représente deux tiers des coûts de dégradation des terres et les terres arides et semi-arides représentent un tiers (Figure 1).

Seuls 2,5 % des ménages utilisent la gestion intégrée de la fertilité des sols – bien que ce soit la pratique la plus rentable. Plus de 70 % des agriculteurs n'utilisent aucun intrant – un aspect qui mène à une sévère dégradation des terres. Environ 7 % des terres cultivées sont affectées par la salinité, et les parcelles de riz sont les plus affectées.

Le coût total de la dégradation des terres

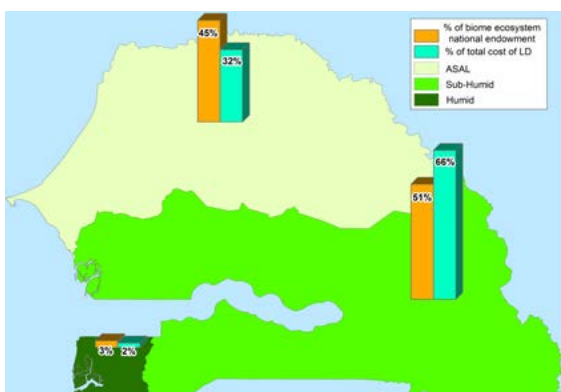


Figure 1 : Répartition de la dotation des écosystèmes et le coût de la dégradation des terres dans les zones agro-écologiques

Note: ASAL = terres arides et semi-arides. LD = dégradation des terres



est d'environ un milliard de dollars US, soit 8 % du PIB du pays, et la zone agro-écologique sub-humide représente plus de la moitié des coûts de la dégradation des terres. Les changements d'utilisation et de couverture des sols contribuent le plus à la dégradation, suivis par l'appauvrissement de la fertilité des terres cultivées. Bien que les prairies occupent la plus grande surface au Sénégal, le coût de la dégradation des pâturages n'est que de 0,1 % du PIB du Sénégal.

La principale raison derrière un coût si peu élevé est la faible productivité de l'élevage. Cela souligne le besoin d'investir dans l'amélioration des pâturages, dans les programmes de croisement et autres programmes de développement de l'élevage, étant donné que le secteur joue un rôle clé pour assurer la sécurité alimentaire, fournit la traction animale, l'engrais, une réserve de richesse, et d'autres services socio-culturels.

Facteurs de dégradation des terres

La dotation de capital physique augmente la propension à adopter tous les types de pratiques durables de gestion des terres. De même, les parcelles appartenant à des femmes sont moins susceptibles d'adopter de telles pratiques. Ceci suggère que les agriculteurs pauvres pourraient être confrontés à des défis en adoptant des pratiques durables de gestion des terres, d'où le besoin de les cibler lors des interventions. Les activités de l'exploitation, l'accès au marché et les services de vulgarisation de l'agriculture, augmentent l'adoption des pratiques de gestion durable des terres. Ce résultat illustre également l'importance de promouvoir des activités non agricoles et d'augmenter l'accès aux marchés. Comme on peut s'y attendre, la sécurité

de la propriété foncière augmente aussi la propension à utiliser les pratiques de gestion durable des terres. Les résultats soulignent les principales stratégies de restauration des terres dégradées.

Prendre des mesures contre la dégradation des terres

Il existe une justification économique solide pour investir dans la restauration des terres dégradées, étant donné que les utilisateurs des terres obtiennent environ cinq dollars US pour chaque dollar US investi dans la restauration de ces terres. Le faible investissement dans les pratiques de gestion durable des terres suggère le besoin d'augmenter les investissements dans l'accès au marché, aux services de vulgarisation agricole et à la sécurité foncière. Les résultats suggèrent également le besoin de concevoir des méthodes innovantes pour améliorer l'adoption de la gestion durable des terres parmi les agriculteurs et les agricultrices pauvres. La sensibilisation sur l'importance des services écosystémiques et le renforcement des capacités des communautés afin qu'elles les exploitent de manière durable, augmentent la protection des forêts et autres biomes de grande valeur. Par exemple, le gouvernement a investi dans la réhabilitation de la forêt de Dankou en utilisant une grande partie du budget pour sensibiliser sur les services écosystémiques des forêts et sur la manière dont les communautés pourraient en tirer profit. Le programme a été très fructueux même après la fin de l'aide gouvernementale.

Conclusions et implications politiques

Le Sénégal a connu un développement économique et humain rapide grâce à sa



Type de dégradation des terres	Coût annuel (millions de dollars US)	% du PIB
LUCC [Changement de l'utilisation et de la couverture des sols]	733	6.5
LUCC – Bénéfices tangibles locaux	412	3.7
Baisse de la fertilité des sols – maïs et riz	103	0.9
Salinité – riz irrigué	22	0.2
Cultures en continu – mil	77	0.7
Dégradation de la biomasse de pâturage	9	0.1
Total général	944	8.4
Total – uniquement les pertes concernant le service écosystémique local	623	5.5

Tableau 1:
Résumé du
coût annuel de
la dégradation
des terres au
Sénégal

stabilité politique et aux investissements dans les services ruraux. Cependant, le pays reste confronté à des défis car environ 50% de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté national et le coût annuel de la dégradation des terres est d'environ un milliard de dollars US, soit 8% de son PIB. Cette étude montre que des investissements plus importants dans l'accès au marché et aux services de vulgarisation agricole amélioreront les investissements des utilisateurs des terres dans la restauration des terres dégradées et préviendront la dégradation des terres. Il est particulièrement important d'apporter aux utilisateurs des terres la connaissance nécessaire des services écosystémiques et de veiller à ce qu'ils exploitent les biomes de manière durable. La facilitation des activités non agricoles mènera également à un impact plus rapide et plus important dans l'adoption des pratiques de gestion

durable des terres et à plus de résilience dans la production.

Références

- 1 L'IDH – Indice de Développement Humain – est calculé sur la base de l'espérance de vie, de l'éducation et du revenu par habitant d'un pays. L'IDH varie de 0 à 1 ; IDH = 1 est le plus haut niveau de développement et 0 représente le plus bas niveau.
- 2 Banque Mondiale (2014). Doing Business 2015. Going Beyond Efficiency. Washington, DC: Banque Mondiale.
- 3 Benin, S. et Yu, B. 2013. Complying the Maputo Declaration Target: trends in public agricultural expenditures and implications for pursuit of optimal allocation of public agricultural spending. Rapport 2012 des Tendances et des Perspectives du ReSAKSS. Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI).
- 4 DPS (Direction de la Prévision et de la Statistique) (2004). Deuxième enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM-II), 2004, Dakar, rapport, p.260.
- 5 Davis, K., E. Nkonya, E. Kato, D. A. Mekonnen, M. Odendo,, R. Miiro et J. Nkuba. 2012. Impact of Farmer Field Schools on Agricultural Productivity and Poverty in East Africa. Développement mondial 40(2):402-413.
- 6 PNUD 2014. Rapport 2014 sur le développement humain. Sustaining Human Progress: Reducing Vulnerabilities and Building Resilience. New York.

IMPRESSION

Editeur :
Zentrum für Entwicklungsforschung (ZEF)
Center for Development Research
Walter-Flex-Strasse 3, 53113 Bonn
Allemagne
Téléphone : +49-228-73-1846
e-mail : presse.zef@uni-bonn.de
www.zef.de
Contact: Ephraim Nkonya, IFPRI, e.nkonya@cgiar.org
Rédacteur en chef : Alma van der Veen
Mise en page : Sebastian Eckert